

## **Le nouvel État et le postmoderne**

La condition postmoderne est souvent confondue avec le système mondial néolibéral, qui est le résultat d'un ensemble d'ententes liant les grands pouvoirs (et maintenant les moins grands) à un système de libre échange qui aboutit par accroître les écarts de pouvoir qui étaient en place au moment que le système soit mise en place.

Par contre, la postmodernité est un autre phénomène avec des manifestations culturelles centrées sur l'idée du Soi et de son rapport à la communauté. Ce phénomène est émergé aux États-Unis après la Deuxième Guerre mondiale. C'était une tentative de la part des individus de se transformer, d'opter pour des choix non conventionnels, de rejeter l'ensemble des valeurs qui, en Europe et aux États-Unis avant la guerre (qui s'inspirait de l'Europe pour ses modèles du bon ton social), définissaient une hiérarchie sociale. Les marqueurs culturels apparemment banals qui définissaient cette hiérarchie étaient (et continuent d'être) fortement politisés, et la culture depuis le 19<sup>e</sup> siècle devient un site pour les guerres culturelles entre le citoyen et l'état.

En Europe, la frustration individuelle avec cet ensemble a mené à la définition de la nation (ou la patrie) comme une forme d'anti-état, dont les traits censés définir la communauté d'appartenance de l'individu sont tirés des valeurs entourant et encadrant la vie individuelle, le vécu quotidien, en autres mots. Donc, cette deuxième communauté est censée d'être gouvernée par les traits de l'intimité – l'amitié, la parenté, l'honneur individuel. Elle est personnalisée autant que l'État est dépersonnalisé et censé être caractérisé par une vie publique institutionnelle. La patrie comme communauté de référence est une tentative d'établir le contrôle individuel sur la vie dont les traits sont davantage définis par les politiques de gouvernance étatique qui ont comme but la centralisation du pouvoir et la transformation de la vie sociale en champ d'action exclusivement contrôlé par l'état. Depuis le 19<sup>e</sup> siècle, l'État crée son social où il est censé agir en évacuant les autres catégories qui pourraient rentrer en contradiction avec son pouvoir – la famille, la religion, les syndicats, les clans. Celles-ci agissaient comme des nœuds liant l'individu à la communauté, mais ce n'est pas la communauté désirée par l'état contemporain. Ces catégories sont donc évacuées ou annulées par la législation étatique. La patrie se construit donc des objets culturels attachés à l'individu que l'état n'a pas encore réussi à politiser à son avantage – l'amour, la

parenté, l'amitié, etc., parce que ceux-ci sont encore considérés intouchables par la politique, dont le référent, comme signe sémiotique, est toujours la communauté. Autrement dit, si l'État construit un social dont les traits se réfèrent à la communauté, les individus construisent une communauté dont les traits dérivent des qualités attribuées aux individus.

Aux États-Unis, ce processus ne s'est jamais concrétisé comme en Europe, peut-être, comme suggère l'historien Furet, parce que les États-Unis était dès ses origines une société bourgeoise-mercantile, ce qui poussait et encourageait les personnes à valoriser l'individu comme catégorie politique dès la naissance de l'État. L'Amérique est le vrai pays du contrat social, pas la France (où Rousseau avait tenté de le situer), et donc l'individu est déjà armé de puissants outils politiques dans ses démarches dans la communauté, qui se réduit à un ensemble idéologique. Les États-Unis, en d'autres mots, n'est pas un État-nation, mais un état pur et simple, où les questions complexes de la vie quotidienne sont politisées selon les valeurs idéologiques et non les valeurs de la moralité individuelle. L'insertion de la pensée religieuse dans la politique n'est qu'une tentative d'enrichir le lien appauvri entre la communauté politique et l'individu politisé. Ce n'est pas surprenant que le rejet de l'idéologie et de ses valeurs censées gérer la vie individuelle favorise, vers 1950, la transformation individuelle plutôt que la formation d'un antiétat, d'une communauté de valeurs. Il n'a pas de patrie aux États-Unis, dans aucun sens du mot.

La situation est compliquée par l'émergence du système mondial économique au même moment, suite à l'entente de Bretton Woods. **(Voir le background Wikipedia)**

La situation a évolué. Le résultat est ce que nous appelons le système mondial, qui creuse les écarts déjà existants entre riches et pauvres, puissants et moins puissants. Le problème du point de vue analytique est comment séparer les effets largement négatifs du système mondial sur l'individu des tentatives individuelles de rééquilibrer les écarts du pouvoir qui lui sont intrinsèques?

Premièrement, le système a transformé avant tout les états et non les individus. En changeant le rôle et le pouvoir de l'État, le système mondial a aussi changé le rapport liant les individus à l'état. Le système mondial a transformé l'économie de deux façons, dont les effets sont

primordiaux pour comprendre le nouvel état. Premier, il a affaibli les frontières économiques, rendant le capital hypermobile. Deux, il a transformé les entreprises classiques, qui jadis tentaient d'établir des économies verticalement intégrées. Avec la vitesse augmentée de la circulation du capital, les entreprises sont plus aptes à éviter des investissements dans les secteurs requérant des infrastructures lourdes. Traditionnellement, celles-ci étaient assumées en partie par les industries, en partie par les gouvernements (routes, système électrique, etc.). Mais la vélocité augmentée de la circulation du capital a affaibli le rapport des entreprises aux États, les rendant moins aptes à payer les impôts (e.g., Bombardier au Québec). Les États sont donc moins désireux de se lancer dans des grands projets d'aménagement de l'infrastructure quand les entreprises peuvent hisser l'ancre à n'importe quel moment. Les entreprises sont donc plus intéressées par des investissements dans le secteur tertiaire, soit des produits de consommation éphémères, comme des modes d'habillement, soit dans la culture mercantiliste (les productions culturelles, la musique, le cinéma, etc.), soit dans la gestion de l'information pour faciliter les déplacements du capital et les transformations des individus (Google, e-Bay, Amazon, etc.). Le résultat est qu'il n'y ait plus la collaboration entre l'État et les entreprises qui était typique de l'ère industrielle. En fait, le rapport est dorénavant antagoniste, car les entreprises tentent de s'échapper du contrôle étatique. Les États, après tout, ont établi une forme de gouvernance qui dépend de l'étanchéité de leurs frontières, et les entreprises dépendent, et œuvrent pour les éliminer. Les efforts et les stratégies politiques des États sont donc réorientés vers les entreprises devenues en quelques sorts ennemis de l'État par leur mobilité accentuée.

Le résultat est souvent que les États, même ceux qui ne sont pas des états providentiels, ont réorienté leurs politiques du bien-être social. Dans la modernité, les États voulant se transformer en États-nations avaient adopté des politiques de gouvernance axées sur la manipulation de la culture, ce qui incluait évidemment l'idée de fournir des bénéfices à tous les segments de la population (il y a ici une pensée sociologique de l'État, aidée par les idéologues académiques, qui tentent de standardiser la population selon des indices mesurables, c.-à-d., des indices relevant uniquement de certains comportements affectant le social). Ceci avait mené, surtout après l'adoption d'une politique financière keynésienne suivant la dépression des années '30 partout en Occident, à un taux surélevé de dépense gouvernementale, menant à son tour à définir la politique contemporaine (la standardiser, en autres mots) comme un combat entre le grand

gouvernement (la position libérale) et le petit gouvernement qui tente de limiter ses interventions dans la politique sociale (la position conservatrice). L'Occident est donc caractérisé, surtout après la Deuxième Guerre mondiale, par des gouvernements gonflés soit dans leur fiscalité, soit dans le nombre de fonctionnaires qu'ils doivent engager pour mettre en scène ces politiques libérales et néo-keynésiennes. Avec la crise du système mondiale causée par l'hypermobilité du capital et donc des entreprises plus aptes à se soustraire de payer des impôts (devenus nécessaires pour financer les programmes d'intervention sociale), les gouvernements souvent n'avaient pas de choix sauf couper leurs budgets. Ces coupures ne sont pas uniformes. Il y a toujours une lutte entre l'idée de justice sociale et un calcul assez précis de plus-value ajoutée par les segments sociologiques de la citoyenneté. Donc, par exemple, on coupe les budgets dans le domaine de la santé publique, mais on peu réduire les bénéfices aux séniors, qui sont un segment qui non seulement utilise les ressources de la santé publique de façon démesurée, mais ne contribue très peu de plus-value aux coffres gouvernementaux (ceci a pris la forme d'augmenter l'âge de la retraite, p.e.; une politique de réforme des pensions, un peu partout en Occident).

Le résultat global est qu'une nouvelle vision du social politisé émerge, de la part des gouvernements autant de la part des citoyens. En ce qui concerne les gouvernements, cela veut dire que des secteurs entiers ont disparu de l'horizon – les plus faibles qui ne contribuent pas suffisamment de plus-value, comme les femmes, les âgés, les jeunes, les marginaux. Évidemment, ceux-ci ne sont pas complètement ignorés, mais toutes les catégories sociales sont dorénavant fortement politisées de façon que l'emphase gouvernementale passe de la question du bien-être sociale à la question de force politique représentée par chaque catégorie. Autrement dit, soit un segment contribue de la plus-value (en payant des impôts) soit il contribue de la plus-value politique (des votes). Les gouvernements s'orientent davantage aux forts et ignorent davantage les faibles.

De la part de la population, ceci se manifeste par un sentiment de malaise social, d'avoir été abandonné par le gouvernement censé les représenter, et, en fait, l'unique recours qu'ils ont devant la croissance continue du secteur économique néolibérale. Où et comment exprimer cette voix de mécontentement? Il y a plusieurs réponses. Les individus appartenant à des catégories marginalisées peuvent répondre en rejetant les ouvertures fournies par le système

social et refuser de participer dans le jeu traditionnel de grimper l'échelle sociale. Ils adoptent donc une forme d'hyperindividualisme dans l'habillement et dans le cosmétique, un ton agressif dans le comportement et dans la voix, et se joindre à des microcommunautés surtout virtuelles. La classe moyenne, elle, moins visée par ces changements, mais se sentant néanmoins menacée, commencent à expérimenter le cosmopolitisme, comme elle avait expérimenté l'idée de l'hypertransformation individuelle au début de la postmodernité.

#### Le cosmopolitisme ----

In the European context, globalisation means cosmopolitanism, which implies the (doubtful) power to choose identities (Hannerz 1996) and especially to emancipate oneself (partially) from the embodied complicity inherent in modern national cultures (cf. Buruma and Margalit 2004) when people acquire specialised and marketable knowledge and skills ("professionalisation"; Isin 2002). Its sources may indeed be in transnational flows, as Appadurai argues (1996:49), but its transnational implications are irrelevant to deeply locally rooted people. Appadurai, like many scholars of 'deterritorialisation' and of 'mobile sovereignties', carefully selects his examples from the margins of the world system, where people have fewer life choices and therefore have more limited responses to transnational flows. In the core EC region, however, members of the threatened middle-class add 'international' patterns of consumption to their personae, augmenting their social capital and hence bolstering their status. Cosmopolitanism is no longer an elite phenomenon (cf. Friedman 1995).

Admittedly, this is hard to document because these trends are evolving. More income is spent on housing (including fuel and power) than on consumables such as food, clothes and toiletries, so we are examining changes to a relatively small proportion of total household expenditure. Nonetheless, nearly one-third of Europeans have changed their eating habits in the last three years (Kyprianou and Almunia 2006:79) to favour a more expensive 'Mediterranean' diet, despite the fact that food prices rose slightly more than the consumer price index (Ibid.:86). "Increased leisure, in the form of more foreign holidays and a larger number of trips to restaurants has resulted in higher consumer awareness as regards foreign foods and drinks" (Ibid:74). But from the same paragraph we find, "... the increasing share of Europe's population in active employment and the growing number of large supermarkets has generally led to a reduction in the average number of shopping trips that are made for food each week" (Ibid.:74). In other words, Europeans are working more *and* have more leisure time, which they spend on more international holidays, which, according to this EC report, allegedly fuels the demand for 'international' foods (this is

circular reasoning, obviously). There is also a phenomenal increase in the number of stores and restaurants with Italian names (except for Italy, of course, where American names reign), even when the stores and restaurants do not offer Italian products. Why these small but significant changes?

The costs of the Community's Europeanization policies have made it difficult if not impossible for the middle class to continue its usual strategy of climbing the social ladder by aping elite manners. Estimates of these costs vary from £32 (the EC claim) to £873 (claimed by a British think tank).<sup>1</sup> This includes direct taxes and hidden costs to meet EC standardisation (house wiring, business systems, etc.). For example, many formerly 'grey market' smaller services are billed explicitly by people afraid of more vigilant governments now obliged to meet EC standards of fiscal responsibility. Moreover, EC agricultural policies of quotas offset by subsidies may have increased food costs by 25% to 80%.<sup>2</sup>

Normally, refined behaviour that signalled a jump in status had to be validated by material signs of superior rank – a country house, old furniture, elegant clothes, a tonier address, vacations in the mountains. These are increasingly beyond the reach of the middle class. In fact, it is the older class dynamics described a generation ago by Bourdieu (1984) that are disappearing as cosmopolitanism and the EC create a patchwork of new identity signs. There is, however, a complication: choosing the more costly 'cosmopolitan' option limits investments in traditional markers that the middle class has not completely abandoned – good schools, a 'proper' address, etc. This dilemma weakens people's emotional investment in national political cultures seen as no longer able to guarantee traditional status structures and practices, pushing people further along the cosmopolitan spiral. It is the European version of American Bobo (Bourgeois Bohemian) slumming with homeboy fashions described by Brooks (2000).

The longstanding cleavage (since the 13<sup>th</sup> century) between central governments politically dependent on an agrarian feudal base and relatively autonomous cities controlled by bourgeois oligarchies has given rise to the category of the seemingly 'free' urbanite, who is of course not so much free as playing out a ritual whose complex semiotics blur the line between resistance and complicity. In other words, European cities have long been sites of a ritualised struggle to control place and memory, and, therefore, to control the behaviour and attitudes of urban residents who for an equally long time, armed with the label of 'free' urban citizen, resisted being transformed into pawns of state centralisation. This institutionalised antagonism has today become much more complicated and ambiguous due to the effects

---

<sup>1</sup> <http://ec.europa.eu/unitedkingdom/> (4-09-06).

<sup>2</sup> [http://en.wikipedia.org/wiki/Common\\_Agricultural\\_Policy#Artificially\\_high\\_food\\_prices](http://en.wikipedia.org/wiki/Common_Agricultural_Policy#Artificially_high_food_prices) (04-09-06).

of globalisation and EC cultural policies. It is no longer automatically "embedded" (Hannerz 1999:328) in daily life or "naturalised" in political culture (Yanagisako and Delaney 1995).

There is another aspect to governance and place, however. Public urban spaces help establish multiple power bases that become the basis of individual resistance to modern, 'rational' managerial governance. As Czaplicka states, "... the identification of a group with place can be wielded as a powerful instrument for political mobilization, for it allows for a concrete and territorial articulation of the social and cultural distinctions that lie at the core of political groupings" (2003:373). In other words, the same sites managed by governments are used by people who appropriate a 'public' space and transform it into a place of intimacy, 'their' place, to oppose these State mechanisms of spatial politicisation of the Self. These places are not 'private', 'secret' or offbeat. People can reinterpret government-installed monuments by inventing mythologies that contradict 'official' significations, using 'official' elements for their own purposes of social legitimation or resistance, just as Herzfeld has described (1991, 1997) in his studies of Greece, or the many popular legends attached to Roman monuments (D'Arrigo n.d.). People, therefore, not only attach memories to public sites but also construct parallel, non-official histories of local sites that become iconic points of reference in establishing individuality as a legitimate political category: like the State, people too 'control' space.

This dynamic is complicated by Europeanisation, which reorients national cultures toward standardised definitions of social space. Europeanisation claims to celebrate national cultures,<sup>3</sup> but only those sectors that are attached to very explicit ideological discourses – 'historic' period architecture, museum (or 'national') art, 'efficient' and 'rational' urban planning. Under the guise of celebrating local history by 'restoring' public spaces, the EC is establishing a hyper-historically 'correct' 19<sup>th</sup> century architectural baseline as a point of aesthetic reference that distances people from the immediacy of 'their' urban places. Moreover, the ideological subtext of 'high' culture (cf. Gellner 1983) targeted by the EC ignores traditional cultural dynamics ('cultural intimacy', in Herzfeld's felicitous formulation, 1997) that once blended 'official' and 'low' culture (eating, dressing and even sexual performance) to produce 'national' stereotypes, often complex and contradictory but nonetheless efficient in defining a nebulous space where the ritualised combat of complicity and resistance between 'oppressive' State and 'free' citizen took place. People are finding it difficult to claim 'their' traditional public spaces increasingly dominated by cosmopolitan signs yet semiotically denatured by EC policies of hyper-historic realism that establish a mythified *belle-époque* as an aesthetic baseline far removed from the present.

---

<sup>3</sup> For example: "Diversity is one of the defining features of the enlarged European Union. With the prospect of further enlargement ahead, differences such as those in living conditions, quality of life and cultural traditions are likely to be more pertinent than ever. While the nurturing of cultural diversity lies at the heart of the European ideal, fostering greater cohesion is also a central priority" (European Community 2005b:3).